

mi-janvier. Toutes les démarches ont été tentées pour obtenir le retrait de l'Irak du Koweït. Comme vous le savez, le premier ministre Mulroney a pris une part active dans ces démarches. Le recours désolant à la force est le résultat des limites de la diplomatie et non de l'absence d'efforts de la diplomatie. Cet échec est entièrement attribuable au président irakien.

Mais alors, pourquoi ne pas avoir poursuivi les sanctions? La réponse est simple: nous avons essayé mais nous avons dû nous rendre à l'évidence; les sanctions ne pouvaient réussir là où avaient failli les démarches diplomatiques. Pendant toute la période de leur mise en vigueur, Saddam Hussein pillait le Koweït. Il constituait ainsi pour ses forces d'immenses réserves tout en forçant la population koweïtienne à s'exiler. Au bout d'un certain temps, la coalition n'aurait libéré qu'un désert et quelques habitants totalement inféodés à Saddam Hussein.

Non, les Nations Unies n'avaient, conformément à la Charte, d'autre choix que de mettre la force au service du droit et ainsi s'engager dans une opération de rétablissement de la paix et de la sécurité internationale.

Les forces canadiennes sont partie intégrante de cette opération. Je voudrais en profiter pour rendre hommage aux femmes, aux hommes, entre autres aux Québécoises et aux Québécois, qui accomplissent là-bas leur noble devoir. Je sais qu'ils peuvent compter sur votre confiance et vos encouragements. Leur engagement demeurera une source de fierté et d'inspiration pour les générations à venir.

Ces soldats qui accomplissent courageusement leur mission sont en droit de s'attendre à ce que les hommes politiques mettent tout en oeuvre afin que nous n'en arrivions pas à une pareille extrémité dans l'avenir. Ils ont parfaitement raison.

CONSTRUIRE LA PAIX

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, cette guerre traduit la ferme volonté de la communauté internationale de construire un monde meilleur fondé sur le droit et la résolution pacifique des conflits. Cette détermination doit aller bien au delà du rétablissement de la souveraineté koweïtienne. Nous avons trop longtemps attendu une telle attitude, une telle démonstration de responsabilité de la part des Nations Unies, pour ne pas nous sentir collégialement engagés à faire en sorte que ce nouvel esprit se manifeste également dans la recherche de solutions à long terme aux inextricables problèmes du Moyen-Orient.

Le Canada participe activement à cette entreprise. Je voudrais partager avec vous aujourd'hui les réflexions du Gouvernement sur ce sujet. Entre autres, je souhaite apporter